

Un nouveau round s'ouvre pour un TTIP moribond

LE RÉSUMÉ Un processus en panne

Les négociations de l'accord de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Europe ont repris hier à Bruxelles.

Les négociateurs veulent en finir avant la fin de l'été. Mais le contexte n'est pas propice.

VINCENT GEORIS

Le lieu de la réunion avait été tenu secret auprès de tous les participants jusqu'à la dernière minute. C'est finalement au centre Albert Borschette que les représentants des Etats-Unis et de l'Union européenne se sont rencontrés, hier matin, pour le quatorzième round de négociations du partenariat transatlantique (TTIP, «Transatlantic Trade and Investment Partnership»).

Officiellement, «les négociations s'intensifient pour arriver à un accord que l'on puisse mettre sur la table avant l'été», dit Daniel Rosario, un porte-parole de la Commission européenne. Ce nouveau cycle de négociations, le troisième cette année, durera toute la semaine.

L'objectif des négociateurs est de parvenir à signer un accord de libre-échange avant les élections américaines du 8 novembre prochain. «Nous voulons en finir avant la fin du mandat d'Obama, nous y croyons», poursuit M. Rosario.

En coulisses, la Commission Juncker n'est pas optimiste. Poussée par la France et l'Allemagne, elle a proposé la semaine dernière, à contrecœur, que le Ceta, l'équivalent du TTIP avec le Canada, soit un accord «mixte». Cela signifie que l'accord devra être approuvé par les parlements nationaux de l'Union européenne avant d'entrer en vigueur, et non simplement par le Parlement européen et le Conseil. Ces nouvelles fourches caudines démocratiques, ralentissant le processus de ratification, s'imposeront aussi au TTIP.

Les députés européens, surtout Libéraux et Conservateurs en tête, n'apprécient guère ce passage par les parlements nationaux. Ils sont inquiets de voir la compétence de l'Union en matière de commerce se diluer à la faveur d'un retour vers les nations.

En outre, des volets importants du TTIP restent à négocier, comme le remplacement du mécanisme d'arbitrage ISDS, voulu par les Américains. Ce règlement des conflits est accusé de faire la part belle aux multinationales contre les États. Pour faire taire les critiques, l'exécutif européen a proposé la mise sur pieds d'une cour de juges professionnels. Les négociateurs américains renâclent.

Deuxième obstacle, il y a peu de chance de voir l'administration Obama engager son pays dans un accord si important à quelques mois des élections. L'équipe du nouveau

président devra se mettre en place. «Il pourrait s'écouler une année avant qu'elle ne soit opérationnelle. Ce qui reporte la suite des négociations du TTIP en 2017», dit une source proche des négociateurs. Dans ces conditions, le traité verrait le jour, au mieux, en 2018.

La politique commerciale commune européenne traverse une mauvaise passe, que la crise du Brexit est venue aggraver.

Pourtant, les entreprises européennes réclament cet accord. «Il est temps, maintenant, de faire des progrès vers la conclusion d'un accord qui pourrait dynamiser la croissance, la compétitivité et l'emploi des deux côtés de l'Atlantique», dit BusinessEurope, le patronat européen.

Les opposants au TTIP, eux, ne désarment pas. Ils ont manifesté hier devant le bâtiment Borschette. «Ce processus, tout comme le contenu du TTIP, est antidémocratique. Le traité va violer les droits sociaux et environnementaux et va mettre à mal notre démocratie», a dit hier le collectif EZLN (Ensemble Zoologique de Libération de la Nature). Ses membres, déguisés en animaux, ont fait mine de déforcer l'entrée du bâtiment, avant d'être écartés par la police.

«Les négociations s'intensifient pour arriver à un accord que l'on puisse mettre sur la table avant l'été.»

DANIEL ROSARIO

PORTE-PAROLE DE LA COMMISSION